



# ESS et société, Enjeux et débats

Pour une économie sociale et solidaire reconnue dans la société

---

Date de publication : 4 juin 2018

## La FNAQPA salue les avancées à court terme mais reste sur sa faim sur les réformes à long terme

La ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès BUZYN, a présenté hier soir sa feuille de route pour l'accompagnement des personnes âgées.

La FNAQPA, présente au rendez-vous, salue un certain nombre de mesures positives allant dans le sens d'une amélioration des choses. Elle déplore, en revanche, le renvoi à une réflexion ultérieure sur la question de la rénovation du modèle des établissements ainsi qu'une vision très sanitaire de la Ministre quant aux enjeux de l'accompagnement des personnes.

En premier lieu, la FNAQPA salue l'accélération de la mise en place de la norme de financement des soins en établissement, ramenée à 3 ans au lieu de 7.

Comme la Fédération l'avait déjà salué auparavant, la pause dans la convergence est aussi une mesure positive face aux réelles difficultés financières des établissements.

Dans la même veine, la FNAQPA salue également un certain nombre d'intentions allant dans le sens d'une amélioration des choses, telles que les infirmières de nuit, la télémédecine ou encore la meilleure prise en compte de la prévention dans les établissements.

Pour autant, en terme de moyens, la feuille de route présentée traduit, pour la FNAQPA, une dynamique qui tend plutôt à aller plus vite qu'à aller plus loin.

Suite aux concertations avec la Ministre, la FNAQPA avait en effet d'autres attentes de réforme structurelle du secteur.

Déçue, la FNAQPA déplore que le changement de paradigme, qu'elle appelle elle-aussi de ses vœux, et, de fait, la question de la refondation du modèle des maisons de retraite soient reportés à une réflexion ultérieure.

Face à une vision qui reste très sanitaire, dans laquelle la Ministre semble voir les personnes vivant en établissement plus comme des patients que comme des habitants, la FNAQPA soutient que la transformation inclusive ne peut pas mettre de côté les 650 000 personnes qui vivent aujourd'hui en maison de retraite.